

4.1 Secteur public

La construction dans le secteur public, qui représente quelque 7 milliards de dollars, se divise comme suit :

34 p. 100 : bâtiment, y compris :

immeubles de bureaux	11,6 %
bâtiments industriels et commerciaux	8,7 %
hôpitaux	6,9 %
établissements scolaires	5,0 %
habitations	2,0 %

24 p. 100 : pétrole et produits pétrochimiques, y compris :

forage de puits	15,3 %
raffineries et usines pétrochimiques	5,1 %
oléoducs	1,9 %
entrepôts et distribution	1,1 %

16 p. 100 : transports, y compris :

routes	9,0 %
réseau de voies urbaines	3,4 %
voies ferrées	2,9 %
travaux maritimes	0,7 %
métro	0,4 %

14 p. 100 : électricité et communications, y compris :

usines thermoélectriques	4,8 %
téléphone et télégraphe	3,5 %
lignes de transmission et de distribution	1,8 %
sous-stations électriques	1,7 %
centrales hydroélectriques	0,1 %

8 p. 100 : systèmes d'approvisionnement en eau, d'irrigation et installations sanitaires, y compris :

systèmes d'alimentation en eau potable	3,5 %
réseau d'égout urbain	2,5 %
systèmes d'irrigation	1,7 %
barrages	0,4 %

3 p. 100 : autres travaux de construction, y compris :

exploitation minière	0,1 %
autres	3,3 %

Depuis quelques années, on constate une tendance à la hausse des investissements publics qui sont passés de 3 milliards de dollars en 1986 à 4,4 milliards en 1990. Le budget de 1991 prévoit une importante augmentation des investissements publics au chapitre du développement social, y compris l'enseignement (croissance de 25 p. 100), la santé (10 p. 100), l'aménagement de systèmes d'alimentation en eau potable et développement urbain (54 p. 100) et le nouveau programme « Solidarité » (40 p. 100). Ce dernier programme est offert par le gouvernement, qui fournit le soutien matériel à la réalisation d'un projet dans un secteur donné, de concert avec les bénéficiaires du projet, qui fournissent la main-d'œuvre nécessaire.

4.2 Secteur privé

Selon les sources citées plus haut, les investissements privés dans la construction sont passés de 11,9 milliards de dollars en 1988 à 13,4 milliards en 1990, puis ont augmenté de 8,5 p. 100 en 1991 pour atteindre 16,7 milliards. Pour 1990 et 1991, ces investissements se répartissent comme suit :

Tableau 5 : Investissements privés dans le secteur de la construction

(volume et millions de dollars américains)

	1990 unités	1991 unités	1990 valeur	1991 valeur
BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS				
TOTAL			8 819,6	10 740
Maisons unifamiliales	77 100	82 500	5 355,9	6 333,3
luxueuses	2 100	2 500		
classe moyenne	27 000	29 000		
subventionnées	48 000	82 500		
Immeubles d'habitations	67 775	75 400	2 150,8	2 620
luxueux	1 575	1 600		
classe moyenne	13 200	13 800		
subventionnés	53 000	60 000		
Auto-construction	330 000	360 000	1 312,9	1 786,7
banlieue	180 000	200 000		
milieu rural	150 000	160 000		
IMMEUBLES RÉSIDENTIELS RÉNOVATION ET ENTRETIEN				
TOTAL	585 000	601 000	812,2	985,3
luxueux	15 000	16 000		
classe moyenne	110 000	115 000		
subventionnés	460 000	470 000		
BÂTIMENTS INDUSTRIELS				
TOTAL	1 958	1 320	1 212,0	1 917,0
Grandes entreprises	47	68	659,1	1 234,7
nouvelles usines	15	24		
travaux d'agrandissement	32	44		